

Le gouvernement s'active pour mettre fin aux grèves

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4402 - Jeudi 15 février 2018 - Prix : 10 DA

Grippe saisonnière

23 morts depuis le début de l'hiver

Page 4

Le niet du gouverneur de la Banque d'Algérie

Pas de hausse de l'allocation touristique

Page 3

La bataille de Afrine déjà perdue par les Turcs ?

Par Mohamed Habili

Un mois ne s'est pas encore écoulé depuis que l'armée turque a entrepris de chasser les milices kurdes de Afrine, dans une opération conçue pour se dérouler à un train d'enfer, et déjà son problème n'est pas tant de mener à son terme le travail commencé que de voir comment se dépêtrer de ce mauvais pas au moindre coût aussi bien pour sa superbe que pour sa cohésion. Ce ne sont pas les déclarations du chef de la diplomatie américaine, de passage à Ankara, dans le cours de sa nouvelle tournée moyen-orientale, qui soient de nature à l'aider en son sens. Au contraire, en soulignant de nouveau le caractère inopportun de cette opération, Rex Tillerson a fait plus que la condamner une deuxième fois, il a annoncé son échec. S'il s'est gardé de demander à l'allié turc d'y mettre fin, il ne l'a pas moins laissé assez clairement entendre. Or avant même qu'il ne donne ce conseil l'air de ne pas y toucher, des voix se sont élevées en Turquie, et pas dans les milieux de l'opposition, pour conjurer les autorités de ne pas donner l'ordre au corps expéditionnaire d'entrer dans Afrine. Quand une opération est conçue par ses auteurs comme une promenade de santé, et qu'à l'expérience elle se révèle toute autre, le cœur n'y est plus. Les Turcs ont tout prévu sauf que le prix du sang sera nettement plus élevé que celui qu'ils étaient prêts à payer pour réaliser dans ce cas précis leurs objectifs.

Suite en page 3

Accord qualifié d'«historique» par le P-DG du Groupe pétrolier italien

Sonatrach apure son litige avec Saipem



«Avec la signature de cet accord, aujourd'hui, nous enterrons les litiges que nous avons avec le groupe Saipem. C'est une pierre tombale que nous mettons sur le passé pour regarder vers le futur. C'est une page que nous tournons pour déterminer ce que nous allons réaliser demain pour le futur de Sonatrach et celui de l'Algérie». C'est là une déclaration tenue hier par Abdelmoumen Ould Kaddour, P-DG de Sonatrach, à l'issue de la signature au siège du groupe pétrolier national à Hydra, d'un accord mettant fin aux dossiers en litige entre les deux parties. Lire page 2

Assurance à l'export

Le quart seulement des exportateurs assuré à la Cagex

Page 5

Journées théâtrales maghrébines d'Annaba

Le monologue tunisien «Selfie» reçoit un bon accueil du public

Page 13

Accord qualifié d'«historique» par le P-DG du Groupe pétrolier italien

Sonatrach apure son litige avec Saipem

■ «Avec la signature de cet accord, aujourd'hui, nous enterrons les litiges que nous avons avec le groupe Saipem. C'est une pierre tombale que nous mettons sur le passé pour regarder vers le futur. C'est une page que nous tournons pour déterminer ce que nous allons réaliser demain pour le futur de Sonatrach et celui de l'Algérie». C'est là une déclaration tenue hier par Abdelmoumen Ould Kaddour, P-DG de Sonatrach, à l'issue de la signature au siège du groupe pétrolier national à Hydra, d'un accord mettant fin aux dossiers en litige entre les deux parties.

Par Lynda Naili

Sonatrach et le Groupe italien d'ingénierie et d'exploration pétrolière Saipem ont signé hier au siège du groupe pétrolier national Hydra-Alger, un accord pour le règlement des dossiers en litige entre les deux parties. A cette occasion, Abdelmoumen Ould Kaddour, P-DG de Sonatrach considérera qu'«avec la signature de cet accord, aujourd'hui, nous enterrons les litiges que nous avons avec le groupe Saipem. C'est une pierre tombale que nous mettons sur le passé pour regarder vers le futur et voir ce que nous allons faire ensemble». C'est là, poursuivra-t-il, «le dernier gros litige que nous avons entre nous» et pour lequel «Sonatrach a obtenu en contrepartie quelque 200 millions de dollars que le groupe Saipem devra payer». «Nous avons réglé la discorde à l'amiable et nous avons gagné de l'argent», se félicitera le patron de la compagnie pétrolière nationale, en marge de la signature du contrat mettant fin aux litiges entre les deux groupes. Et de soutenir dans ce contexte, en réponse à une question du «Jour d'Algérie», qu'«il n'y a pas eu de conditions émisses par le groupe italien. Avec nos juristes respectifs, tous les chiffres ont été revus pour arriver à la conclusion que Saipem doit payer entre 150 et 200 millions de dollars pour en finir avec l'ensemble des litiges». «Nous avons réglé ce litige douloureusement. C'est avec beaucoup d'émotion, aussi bien pour Sonatrach que pour Saipem, que nous signons cet accord qui nous permettra de voir l'avenir avec beaucoup de curiosité parce que, je suis sûr, il y a énormément de choses que nous pouvons réaliser ensemble», ajoutera-t-il. Il s'agit là, dira-t-il, d'«une page que nous tournons pour déterminer ce que nous allons réaliser demain pour le futur de Sonatrach et celui de l'Algérie».

En outre, rappelant la décision de Sonatrach de se lancer dans la prospection pétrolière dans les fonds marins, Ould Kaddour indiquera qu'«il y a des opportunités à développer avec le groupe italien qui est spécialiste de l'offshore». Relevant à ce sujet l'entame des études de cette opération de prospection l'une à l'Est du pays et l'autre à l'Ouest avec le



Ph/E: Soraya J.A.

groupe français Total et le groupe italien ENI. Une opération que le P-DG de Sonatrach «espère opérationnelle avant la fin de l'année».

Pour sa part, Stefano Cao, P-DG du groupe Saipem, qualifiant cet accord d'«historique», dira que ce document «va ouvrir des opportunités permettant l'évolution de la compagnie (Sonatrach) durant les années à venir». Ceci avant de confier que cette signature «aujourd'hui est un grand jour tant pour Saipem que pour moi personnellement. Mon histoire professionnelle a commencé en Algérie en 1979 à l'occasion de la réalisation de la 1^{re} ligne de gaz entre la Tunisie et l'Algérie pour transporter le gaz algérien vers l'Italie».

Ainsi, avec le règlement de ce dernier contentieux avec Saipem, Ould Kaddour pourra s'enorgueillir d'avoir tenu ses engagements pris il y a dix mois, lorsqu'il avait pris les rennes de Sonatrach et avait affirmé que la priorité (pour la compagnie pétrolière nationale) était de solutionner «tous les litiges que nous avons avec nos partenaires». «Nous avons besoin de nos partenaires pour pouvoir nous développer. Et Saipem est un partenaire important», a-t-il lancé hier. Et pour cause, enchaînera-t-il, «Saipem est une entreprise qui fait partie de la famille de

Sonatrach. Sa présence en Algérie depuis 1979 à ce jour «est une preuve de la continuité dans nos relations», soulignera-t-il à ce sujet.

Par ailleurs, pour plus de précisions, juste avant la cérémonie de signature dudit contrat, M. Rekouche, directeur central juridique à Sonatrach, a indiqué que

«Saipem et Sonatrach ont décidé d'un commun accord d'un règlement à l'amiable de ces dossiers déposés depuis 2015 à la Cour internationale d'arbitrage (CCI)». Selon lui, cet accord est l'aboutissement de très longues discussions entre les deux parties menées depuis mai 2017, qui inaugura une nouvelle ère avec le partenaire italien. Et de préciser que l'accord paraphé concerne le contrat de réalisation d'une usine de liquéfaction de gaz à Arzew (le train GNL3Z), le contrat de réalisation de trois trains de GPL, une unité de séparation d'huile (LDHP) ainsi que des installations de production de condensats à Hassi Messaoud, le contrat de réalisation de l'oléoduc GPL I.Z2 24 (ligne et sation) à Hassi R'mel et le contrat de réalisation d'une unité de production gazière et pétrolière sur le champ Menzel Ledjmet pour le compte de l'association Sonatrach/FCP. Pour rappel, en décembre 2017, la Cour internationale d'arbitrage (CCI) avait ordonné au Groupe Saipem de verser 135 millions de dollars à Sonatrach suite à un litige datant de 2014 dans le cadre d'un contrat pour la construction en Algérie d'une usine d'extraction des liquides associés à Hassi Messaoud et de séparation d'huile (projet LPG) dont le contrat avait été conclu en novembre 2008. L. N.

Ould Kaddour l'a annoncé Le problème des retraités de Sonatrach désormais réglé

EN MARGE de la signature de l'accord de réconciliation entre Sonatrach et Saipem, Abdelmoumen Ould Kaddour annoncera également le règlement du différend social avec les travailleurs du groupe concernant leur dossier des pensions de retraite. A la double occasion célébrant la nationalisation des hydrocarbures et celle de la création de l'UGTA, coïncidant avec le 24 février de chaque année, le P-DG de Sonatrach, avec le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC), Hamou Touahria, ont annoncé hier la fin du problème du paiement des retraités du groupe qui depuis vingt-six mois sont montés au créneau et qui pourront

désormais bénéficier de leur pension de retraite. Pour cela, après des rencontres «marathonniennes», il a été décidé que le groupe participe à l'alimentation du fonds PCR (pension complémentaire de retraite) afin de pallier le déficit que ce dernier a enregistré ces dernières années suite aux départs massifs en retraite anticipée des travailleurs. Selon le SG de la FNTPGC, il s'agit de quelques «7 milliards DA versés conjointement par Sonatrach et les œuvres sociales du groupe et qui concernera 32 000 retraités». Cette participation permettra aussi bien «l'épouement des dettes accumulées ces quatre dernières années, que la stabilité et la pérennité des entreprises du groupe». L. N.

Sahla box

La BOX
+
20Go
+
1000DA
d'appels

6990DA
Disponible immédiatement

ooredoo
شبكة الهاتف

20 Go + 1000 DA d'appels vers Ooredoo offerts, validés 30 jours.
Offre disponible sur tous les forfaits de service Ooredoo, dans le
limites du stock disponible.
Le montant de l'abonnement peut varier selon le stock disponible.
Plus d'informations au : 053 308 333

Redoublant d'ingéniosité et insistant sur le dialogue

Le gouvernement s'active pour mettre fin aux grèves

■ Constatant l'ampleur des dégâts que la grève a pu engendrer dans différents secteurs, à l'image de l'Education et la Santé, les hauts responsables du pays se mobilisent davantage et réaffirment leur engagement à poursuivre la politique du dialogue pour trouver un terrain d'entente et mettre fin à cette grève.

Par Thinhinene Khouchi

En effet, après plusieurs semaines de grève illimitée, de réunions infertiles, de sit-in, de manifestations empêchées par la police, les hauts responsables ont fini par voir l'ampleur de ces mouvements et les risques qu'ils peuvent créer sur les citoyens. La ministre de l'Education, dans le cadre des réunions pour discuter des derniers développements de son secteur, a rencontré les promoteurs d'une initiative lancée par des imams et des juristes et proposant la tenue d'une rencontre entre les représentants du conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste) et de la tutelle, dimanche prochain, en vue de parvenir à une solution concernant la grève ouverte enclenchée par le syndicat depuis le 30 novembre dernier. La ministre a affirmé qu'elle était «disposée à rencontrer le bureau national du Cnapeste à condition de suspendre la grève», ce qu'elle avait demandé lors de sa réunion avec le coordonnateur national du Cnapeste, le 29 janvier dernier, avant l'entame de la grève, selon la même source. Le coordinateur national du Cnapeste, Salim Oualha, a affirmé dans un entretien téléphonique, que le syndicat «ne rejette aucune médiation quelle qu'elle soit» et approuve cette rencontre qui doit examiner en profondeur les questions soulevées et ne pas sortir avec des solutions conjoncturelles. S'agissant de la suspension de la grève en tant que condition préalable à la tenue de la rencontre de dimanche, le syndicat tranchera samedi lors d'une réunion extraordinaire. Pour rappel, la justice avait déclaré illégale la grève du Cnapeste. Idem pour le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, qui a affirmé que les «portes du dialogue resteront ouvertes» en vue de trouver des solutions aux revendications sociales. Lors d'une conférence de presse au terme de sa visite au Salon de la sécurité routière, le ministre a



précisé concernant les contestations dans certains secteurs à l'instar de la santé, que le dialogue reste un principe fondamental que «nous adoptons étant préconisé par le président de la République, pour parvenir à des solutions». Bedoui a rappelé qu'il y a des commissions qui œuvrent au niveau des différents secteurs à «la concrétisation progressive des aspirations de ces catégories sociales». Il a mis l'accent, à ce propos, sur «la nécessité d'opter pour le dialogue, d'autant que les pouvoirs publics sont ouverts à toutes les propositions». Il a souligné que certaines parties veulent déstabiliser le pays, ajoutant concernant les rassemblements organisés lundi par les médecins résidents, en dépit de l'interdiction des marches à Alger, que «par respect pour nos enfants scolarisés, étudiants et médecins, nous avons évité ce à quoi certains tentent de parvenir». «Mais en revanche, a soutenu le ministre, toutes les catégories de la société doivent respecter les lois de la République et les appliquer», ajoutant que «la priorité des pouvoirs publics est la sauvegarde de la sécurité

de l'Algérie». Il a ajouté dans ce cadre que «nous œuvrons par la force de nos institutions et de notre Constitution afin de ne pas revivre les situations que nous avons vécues par le passé». De son côté le président de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale, Mohamed Bouabdallah, a affirmé que les mouvements de protestation sectorielle survenus sur la scène nationale étaient dus au «manque de dialogue», appelant tous les acteurs à engager «un dialogue franc et continu», se disant disposé à assumer le rôle de médiateur pour régler le conflit que connaît le secteur de la santé. Il affirme que «la majorité des problèmes qu'enregistre le secteur de la santé, principalement le mouvement de protestation des médecins résidents, est due à l'attribution dans le règlement des problèmes, entraînant ainsi l'aggravation de la situation actuelle», a-t-il dit, d'autant que «ces grèves ont fait perdre un temps précieux, en vue d'améliorer le système de santé». T. K.

Le niet du gouverneur de la Banque d'Algérie

Pas de hausse de l'allocation touristique

Il n'y aura pas d'augmentation de l'allocation touristique pour les Algériens qui se rendent à l'étranger, a affirmé le gouverneur de la Banque d'Algérie. En effet, Mohamed Loukal a de nouveau souligné qu'une telle perspective n'était pas à l'ordre du jour. Le niet du gouverneur de la BA est motivé par la conjoncture financière difficile que connaît le pays. Répondant aux questions des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) qui ont appelé à l'augmentation de cette allocation, M. Loukal a affirmé que la conjoncture difficile que traverse le pays ne permettait pas actuellement d'envisager son augmentation. Il a ajouté que l'Algérie comptait actuellement 10 millions de passeports biométriques et enregistrait un engouement croissant chaque année pour le tourisme à l'étranger, en contrepartie d'une érosion des réserves de change, établies fin 2017 à 97,3

milliards USD, autant de donnes, a-t-il dit qui ne permettaient pas actuellement de revoir à la hausse l'allocation touristique. «Nous ne pouvons pas, dans ces conditions, mobiliser près de 5 milliards USD pour augmenter l'allocation touristique (...) même si l'on sait que 130 euros comme allocation touristique n'est pas suffisante», a souligné le gouverneur de la BA. Les réserves de change actuelles permettaient de lancer des investissements et de répondre aux besoins prioritaires de l'économie nationale, a fait savoir le même responsable, estimant que l'augmentation de l'allocation de voyage était d'ordre secondaire. En outre, Mohamed Loukal, a indiqué que la Banque centrale n'avait donné ne serait-ce qu'un dollar au Fonds monétaire international (FMI) à partir des réserves de change qui ont atteint 97.3 MDS dollars US fin 2017. Il a précisé, à cet effet,

qu'il n'y avait pas de «transfert» de fonds, mais un «engagement» de la part de l'Algérie de prêter au FMI un montant d'une valeur de 5 milliards de dollars, en cas de crise financière mondiale aigue, en tenant compte de la situation financière du pays, sachant qu'elle est membre de cette institution financière mondiale. M. Loukal a précisé que ce qui a été convenu était que «l'Algérie s'engage, à l'instar de 60 autres pays, à mettre à la disposition du FMI un montant de 5 MDS US dollars à remettre en partie ou intégralement, si le FMI en a besoin, en cas de conjoncture mondiale exceptionnelle, telle que la survenue d'une crise financière mondiale aigue». Ce prêt sera utilisé si les ressources financières du FMI étaient insuffisantes pour couvrir ses besoins financiers, selon M. Loukal qui a précisé que «le fonds dispose de 659 MDS de dollars à titre de contribution des pays

membres, alors que l'Algérie s'est engagée avec seulement 5 MDS de dollars».

«Le dinar est stable et il n'y a aucune politique pour sa dévaluation»

Affirmant que des mesures ont été prises depuis le premier semestre 2016 pour préserver la stabilité de la monnaie nationale, le gouverneur de la Banque d'Algérie a démenti l'existence d'une quelconque politique de dévaluation du dinar. Répondant aux questions des députés, M. Loukal a nié l'existence d'une politique de dévaluation du dinar, affirmant que ses services avaient fait face aux pressions exercées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) pour la dévaluation de la monnaie nationale. «Nous avons fait face à ces pressions à travers deux réformes

LA QUESTION DU JOUR

La bataille de Afrine déjà perdue par les Turcs ?

Suite de la page une

De leur côté, les Américains ne peuvent pas se permettre de laisser les Turcs prendre Afrine, en s'entendant par exemple avec les Kurdes pour qu'ils la leur abandonnent, sans courir deux risques concomitants. Le premier est de voir les Turcs estimer ne le devoir qu'à leur excellence, et par suite vouloir pousser sur leur lancée une pointe jusqu'à Menbaj, par contre une ligne rouge pour les Américains, qui s'y sont ménagés des bases, en prévision des échéances à venir dans un conflit en train de muer. Le deuxième, c'est de perdre la confiance des Kurdes, au milieu desquels ils ont pris place à Menbaj, et où ils comptent rester. Quand les Américains disent à qui veut les entendre qu'ils demeurent concentrés sur leur principal objectif, qui est la lutte contre Daech, d'après eux encore loin de se terminer, tout le monde comprend qu'ils y sont, en Syrie, et que leur intention est d'y rester. Et tant pis si cela ne convient ni aux Syriens ni aux Turcs. Pour éviter que l'armée turque ne marche sur Menbaj, avec les conséquences graves susceptibles d'en découler, les Américains s'ingénient pour l'heure à la bloquer aux abords de Afrine. Tâche d'autant plus facile à mener qu'ils ont bien compris que les autorités turques sont terrorisées à l'idée d'un enlèvement, qui équivaldrait pour eux à une défaite. L'armée turque aujourd'hui en campagne n'est pas celle que ces autorités ont trouvée en arrivant au pouvoir, il y a de cela des années, mais celle dont elles poursuivent la reconfiguration après la tentative de coup d'Etat de juillet 2015. Une défaite de cette armée pourrait être considérée dans ses rangs comme étant le résultat non pas de son impéritie ou de son impréparation, mais du traumatisme subi par elle du fait de son noyautage, réel ou supposé, par les partisans de Fathallah Gülen. Ce que craint par-dessus tout le régime actuel, c'est qu'une défaite militaire, quelle qu'elle soit, petite ou grande, et où qu'elle se produise, dans Afrine ou dans Menbaj, soit interprétée par cette armée comme la suite logique de l'épuration dont elle reste à ce jour l'objet.

M. H.

substantielles lancées à partir de 2016 jusqu'à fin 2017, des réformes qui nous ont permis de réaliser un excellent résultat en préservant la stabilité de la valeur du dinar. Nous poursuivrons cette politique pour le renforcer davantage, à la lumière du taux de change des devises étrangères», a indiqué le gouverneur de la Banque d'Algérie.

Meriem Benchaoua

Grippe saisonnière

23 morts depuis le début de l'hiver

■ La grippe saisonnière continue à faire des victimes parmi la population. Elle a causé la mort de 23 personnes jusqu'à présent, suite à des complications. Les victimes sont âgées entre 4 et 65 ans. De plus, 730 personnes suspectées d'être atteintes par ce virus sont en observation dans plusieurs établissements hospitaliers. Le bilan émane du ministère de la Santé.

Par Louiza Ait Ramdane

L'épidémie de grippe a contribué à une mortalité élevée cet hiver, en particulier chez les personnes âgées. C'est le bilan que vient de dresser le département de la Santé. La prudence est ainsi requise en cette période de grand froid. Parmi les causes de propagation, le manque de vaccination est clairement une explication du département de la Santé, même si nous n'avons pas encore le taux de vaccination pour cet hiver. Cependant, le ministère de la Santé assure que le vaccin contre la grippe est disponible dans les structures sanitaires de proximité et en pharmacie où il est remboursé par la sécurité sociale. Le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Djamel Fourar, a indiqué que l'Institut Pasteur, chargé de confirmer les cas de décès après avoir effectué les analyses nécessaires sur la grippe saisonnière, avait recensé, à ce jour, 23 décès dans plusieurs wilayas du pays. Sur les vingt-trois décès recensés par le ministère, 10 personnes, âgées de 4 et 65 ans, ont été enregistrées à Alger, suivie de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj avec trois décès, Bliida, Tipaza et Relizane avec deux décès chacune, Oran, Médéa, Souk Ahras et Skikda avec un décès chacune, selon le directeur de la prévention. Le ministère de la Santé précise que les neuf personnes décédées étaient soit des femmes enceintes, soit majoritairement des personnes souffrant d'une maladie chronique et aucune n'avait été vaccinée contre la grippe saisonnière. En effet, Dr Fourar a affirmé que 39% des cas de décès enregistrés étaient des malades chroniques, en l'occurrence des diabétiques, des insuffisants rénaux, en plus de 2 femmes enceintes. Il a rappelé, à cette occasion, que 730 personnes suspectées d'être atteintes de grippe saisonnière sont en observation dans plusieurs établissements hospitaliers, parmi ces cas 214 ont été confirmés, 30% sont en soins intensifs. A ce propos, le directeur de la prévention a appelé à se rendre aux urgences médicales dès l'apparition de symptômes grippaux (céphalées, fièvre, toux et mal de gorge) pour éviter les complications sévères. Il ajoute que la campagne de vaccination est prolongée jusqu'à mars dans la mesure où l'activité grippale est toujours en cours et que les prévisions du Réseau national de surveillance de la grippe.

Pour réduire ou freiner la propagation de la grippe, l'intervenant a rappelé auparavant que c'est possible en prenant cer-



Ph/D. R.

taines précautions, telles que se laver souvent les mains au savon liquide, le lavage des mains étant un excellent moyen d'éviter d'être contaminé et de contaminer les autres, utiliser des

papiers-mouchoirs et les jeter dans une poubelle immédiatement après s'en être servi ou encore tousser ou éternuer contre le creux du coude et non dans la main. L'Institut Pasteur

d'Algérie prévoit un pic épidémique au cours de février, suite à la baisse des températures et aux intempéries qui caractérisent ce mois. Une mesure importante pour éviter toute propagation de

la maladie demeure la vaccination. Rappelons que le ministère a apporté un démenti catégorique aux rumeurs faisant état de cas de grippe porcine en Algérie.

L. A. R.

Formation d'une trentaine d'animateurs

Première rencontre nationale sur l'astronomie à Tizi-Ouzou

Une trentaine d'animateurs en astronomie sont en formation dans la wilaya de Tizi-Ouzou à l'occasion de la première rencontre nationale sur l'astronomie, ont indiqué les organisateurs. Cette formation porte sur l'initiation de jeunes à l'utilisation du matériel et à l'animation astronomique dans la perspective d'encourager la création de clubs amateurs dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a expliqué à l'APS un membre de l'Association algérienne des jeunes astronomes amateurs (créée en 1996), Lessoued Rékha, en marge de cette rencontre de deux jours, qui a débuté mardi. De son côté, la présidente du Conseil scientifique de la ligue de wilaya des activités scientifiques et techniques de jeunes de Tizi-Ouzou, Haffaf Hafidha, a relevé que «la

but de cette formation est de démystifier la culture scientifique pour les différentes tranches de la société et vulgariser la science en tant que loisir au niveau local». M^{me} Heffaf a noté un intérêt des jeunes à l'astronomie, notamment des villages de la wilaya, ce qui s'explique, selon elle, par «le contact permanent qu'ont ces derniers avec la nature et par l'opportunité qu'offrent les villages perchés de Kabylie d'observer la voûte céleste». «Avec l'aide d'un petit matériel dont des télescopes et des animateurs en astronomie, nous pourrions répondre à cette attente», a-t-elle ajouté. C'est dans cette perspective et afin d'encourager l'éclosion de clubs d'astronomie à travers la wilaya que la Ligue des activités scientifiques et techniques de jeunes

de Tizi-Ouzou a décidé de renforcer la formation d'animateurs en astronomie, jusque-là assurée une fois par an en allant jusqu'à trois sessions par année, a ajouté la responsable, faisant savoir que la formation lancée dans le cadre de cette première rencontre nationale est la première session inaugurale pour 2018 et que deux autres sessions sont prévues en mai et juillet prochains. Quant à la directrice de la culture, Nabila Goumeziane, elle a indiqué que sa direction a acquis du matériel destinée à l'astronomie amateur, qui sera remis à la maison de la culture «Mouloud-Mammeri» et la bibliothèque principale de lecture publique, dans la perspective de créer des clubs et des associations d'astronomie. M^{me} Goumeziane a souligné que le

but de cette première rencontre nationale sur l'astronomie, marquée par la participation de 9 wilayas : Tindouf, Oum Bouaghi, Sétif, Médéa, Ain Defla, Tizi-Ouzou, Alger, Mostaganem et Sid Bel-Abbès, est d'inculquer la culture de l'astronomie et d'encourager les jeunes qui ont une passion pour cette branche scientifique, en leur offrant la possibilité de la vivre et de l'exprimer dans le cadre de clubs d'astronomie. Dans cette optique, en plus des ateliers qui seront créés au niveau de la maison de la culture et de la bibliothèque principale, la direction de la culture prévoit l'organisation d'une caravane d'astronomie pour faire la tournée des bibliothèques communales et des établissements scolaires de la wilaya.

A. S.

Prévu les 22 et 23 mars à Oran

1^{er} Congrès sur la chirurgie esthétique et plastique

Le premier Congrès international sur la chirurgie esthétique et plastique se tiendra à Oran les 22 et 23 mars prochain, avec la participation de spécialistes de renom de plusieurs pays étrangers, a-t-on appris des organisateurs. Organisé par le Collège algérien de chirurgie plastique reconstructrice et esthétique, en collaboration avec l'agence événementielle «Nova Event», cet événement accueillera des spécia-

listes de Tunisie, du Maroc, de Turquie, de France et du Royaume-Uni, a indiqué à l'APS la chargée de communication de l'événement, Ayadi Nadja. Pour la participation algérienne, M^{me} Ayadi a affirmé que plusieurs chirurgiens participeront à l'événement, ajoutant que cette spécialité est en pleine expansion en Algérie. Les conférences retenues pour ce premier rendez-vous touchent à la chirurgie réparatrice à laquelle

le on recourt pour réparer la séquelle d'une brûlure, d'un accident, d'une opération chirurgicale ou encore une malformation, pour donner à une partie du corps une allure plus normale, mais aussi à la chirurgie purement esthétique, a-t-on expliqué. Plusieurs thèmes ont été retenus tels que la chirurgie mammaire, la chirurgie maxillo-faciale, les chirurgies de la main, de l'obésité, cranio-faciale, pédiatrique et malformative

ainsi que d'autres types d'opérations médicales, a-t-on encore précisé. Un espace d'exposition sera mis sur pied, en marge de l'événement, avec des espaces prestige, cosmétiques, bio, appareillage et équipements, formations etc., en vue d'offrir une opportunité pour découvrir les techniques, les appareils, les produits, les concepts testés et approuvés par un jury de professionnels, a-t-on conclu.

Slim O./APS

Assurance à l'export

Le quart seulement des exportateurs assuré à la Cagex

■ Près de 25% des quelque 700 entreprises exportatrices algériennes que compte le pays sont assurées à la Compagnie algérienne d'assurances et de garantie des exportations (Cagex), a indiqué mercredi son P-dg, Djilali Tarikat.

Par Salem K.

La Cagex ne couvre ainsi que 10% à 15% du volume global des exportations algériennes hors hydrocarbures, selon les chiffres avancés par M. Tarikat qui s'exprimait sur les ondes de la Radio nationale, précisant que le prix de la police d'assurance à l'export varie entre 0,15 et 1% du montant des produits exportés. Par ailleurs, le même responsable a appelé à l'adaptation de la législation pour encourager davantage les exportations algériennes hors hydrocarbures qui se sont chiffrées à seulement 1,8 milliard de dollars en 2017, soit 5% des exportations globales du pays. «Il doit y avoir nécessairement une mise à niveau de notre législation et de nos réglementations relatives au commerce international. Beaucoup d'exportateurs rencontrent des difficultés dans la réalisation de leurs exportations. Si nos lois ne sont



pas mises à niveau, il ne sert à rien de parler de la promotion des exportations», a-t-il relevé. A ce propos, il a précisé qu'il s'agit surtout de mettre en valeur l'assurance crédit pour l'exportation

et de revoir les sanctions prévues par la loi actuelle à l'encontre des exportateurs qui ne rapatrient pas les recettes en devises provenant de leurs exportations, qui sont passibles

de 2 à 7 ans de prison. Sur ce point, il a souligné l'importance de maîtriser les créances algériennes à l'étranger, expliquant que le recours à la Cagex permet de recadrer les opérations d'ex-

portations et de donner aux opérateurs les instruments nécessaires pour activer dans ce domaine en toute transparence. «Cela ne sert à rien d'exporter la marchandise sans rapatrier la contrepartie (en devises)», a soutenu M. Tarikat, ajoutant que «même si l'impact du phénomène de non rapatriement n'est pas très significatif sur la balance de paiements, il est important en terme proportionnel». Toutefois, les sanctions prévues par la loi actuellement contre ce phénomène nécessitent une réforme afin de mettre les exportateurs «dans la position idéale pour s'épanouir sur le plan international», a-t-il noté. Outre les dispositifs juridiques, le P-dg de la Cagex a considéré que le décalage de l'activité d'exportation en Algérie était également tributaire de l'amélioration du règlement de change, des infrastructures (stockage, chaîne de conditionnement...), de l'organisation de contrôle des frontières, de la promotion des services aux exportateurs, de l'enrichissement de la flotte algérienne en transport maritime et aérien, et du «toiletage» au niveau des banques pour leur donner la possibilité de mieux accompagner les exportateurs. «Si les verrous sont levés, vous allez certainement constater une prolifération positive des exportateurs», a-t-il considéré. Créée en 1996, la Cagex a pour mission d'assurer les risques commerciaux, politiques, de non transfert et les risques de catastrophes naturelles lors des transferts à l'export.

Propriété industrielle

Bientôt un bureau de l'INAPI à l'USTO-MB

Un bureau de représentation de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) est en voie de création à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran «Mohamed Boudiaf» (USTO-MB), a-t-on appris mercredi du vice-recteur de cet établissement. «Une convention entre l'USTO-MB et l'INAPI sera signée prochainement en vue de la mise sur pied d'un Centre d'appui à la techno-

logie et à l'innovation (CATI), relevant de l'INAPI», a précisé à l'APS Bouziane Hammou. «L'ouverture d'un CATI à l'USTO-MB facilitera les démarches aux jeunes chercheurs désirant breveter leur innovation technologique», a fait valoir ce vice-recteur chargé des relations extérieures et de la coopération. La création d'une telle structure est d'autant importante qu'elle intervient dans un contexte marqué

par nombre d'initiatives prises à l'USTO-MB dans le but de promouvoir la recherche utile. Conformément aux orientations de la tutelle axées sur la nécessité de répondre aux attentes du secteur industriel, les laboratoires de recherche de cette université ont produit plusieurs solutions technologiques au profit des entreprises partenaires. Dans ce même cadre, l'USTO-MB s'est dotée en 2017 d'une

plateforme technologique dédiée à la mécanique et la robotique, ce qui lui a permis de consolider davantage son rapprochement avec le secteur socio-économique. Les équipes de cette plateforme se sont déjà distinguées par la conception d'équipements innovants présentant «tous les critères requis pour le dépôt de brevet d'invention», a-t-on souligné.

Younès F.

S. K./APS

Complexe de production d'œufs de Tissemsilt

Plus de 46 millions d'unités produites en 2017

Le complexe de production d'œufs de la zone de Sidi Bentamra de Tissemsilt a produit en 2017 plus de 46 millions d'œufs, a indiqué le directeur de cette unité productive privée. En marge de la visite effectuée mardi par le wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmassoud, à ce complexe, le directeur de l'entreprise a souligné que cette production est commercialisée actuellement dans les wilayas

de Tissemsilt, Chlef, Blida et Alger. Générant 38 emplois permanents, ce complexe dispose de plus de 180.000 poules pondeuses et d'équipements modernes. Pour l'année 2018, il est prévu l'extension de cette activité par la réalisation d'un autre complexe au niveau de la commune de Layoune, destiné à la production de poules pondeuses et devant accroître la capacité productive à 150 mil-

lions d'œufs par an. Ce complexe de production de poules pondeuses est le premier du genre au niveau de la wilaya, qui a été avalisé par les autorités de wilaya. Il doit répondre à 25% des besoins du marché national en poules pondeuses, a indiqué le même investisseur. Ce projet bénéficie d'un accompagnement permanent des autorités de la wilaya et des responsables des services agricoles ainsi que

ceux de la chambre agricole en vue de résoudre toutes les contraintes rencontrées dans le passé. Le wali s'est engagé à répondre favorablement aux préoccupations des responsables de ce complexe portant notamment sur l'élargissement de son activité dans la zone de Bentamra du chef-lieu de wilaya et l'assistance à réaliser le projet de la commune de Layoune.

Hania T.

Pétrole

Le Brent à plus de 62 dollars mercredi à Londres

Les prix du pétrole reculaient mercredi en cours d'échanges européens alors que les marchés digéraient les révisions à la hausse sur la production américaine des rapports mensuels de l'Opep et de l'AIE. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 62,48 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 24 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mars 43 cents à 58,76 dollars. L'Agence internationale de l'énergie (AIE)

a souligné mardi dans son rapport mensuel qu'«après avoir considérablement réduit les coûts», les producteurs américains connaissent une «croissance si extraordinaire» que l'augmentation de leur production en 2018 «pourrait égaler la hausse de la demande mondiale». L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avait également souligné dans son propre rapport que la production américaine était «inquiétante». Fin 2016, l'Opep s'est associé à dix autres producteurs, dont la Russie, pour limiter leur production et rééquilibrer le marché mondial. Cet accord, tenu en 2017 et renouvelé jus-

qu'à fin 2018, a permis à l'Opep et à ses partenaires d'écluser les réserves mondiales et de faire remonter les prix de l'or noir. Mais les producteurs américains de pétrole non conventionnel ont profité de cette hausse des prix pour relancer de plus belles leurs coûteuses exploitations, ce qui inquiète les marchés, qui ont perdu autour de 12% en moins de trois semaines. «La baisse a été principalement conduite par l'aversion au risque des marchés» qui a par ailleurs conduit à une chute des marchés d'actions des Etats-Unis, ont cependant argué des analystes. Les marchés attendront mercredi les don-

nées hebdomadaires du Département américain de l'Énergie (DoE) arrêtées au 9 février sur les réserves et la production américaine. Les analystes tablent sur une hausse des stocks de brut de 3,1 millions de barils, de ceux d'essence de 1,8 million de barils et sur une stabilisation des stocks d'autres produits distillés (fioul de chauffage et diesel), selon un consensus compilé par l'agence Bloomberg. «Les marchés craignent que nous soyons rentrés dans une série de hausses des stocks de brut, vu que les raffineries américaines entament une période de maintenance», a prévenu un analyste.

Yanis C.

Ghardaïa

Des créances de plus d'un milliard DA à recouvrer par Sonelgaz

■ Les créances impayées détenues par la Sonelgaz sur ses abonnés dans la wilaya de Ghardaïa à la fin décembre 2017, ont atteint plus de 1,11 milliard de dinars, selon un communiqué remis à l'APS par la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz centre (SDC-filiale de Sonelgaz).

Par Lyes B.

Ces créances en souffrance ont concerné autant les gros clients (administrations, entreprises publiques, agriculture et industrie) à hauteur de 82,8 millions DA que les clients ordinaires ou ménages avec 28,6 millions DA, indique le texte. Ce manque à gagner, qui pèse lourdement et négativement sur la dynamique interne de l'entreprise en matière d'amélioration des prestations de service, est la conséquence directe d'un cumul de créances des années 2014 et 2015, fait savoir la SDC. Le cumul des dettes impayées par 43.334 clients représente 33,04% des abonnés de la wilaya, précise le communiqué. Pour cela, les services de la

direction de distribution de Ghardaïa s'attellent à sensibiliser les abonnés à s'acquitter de leurs redevances à travers un système de paiement multi-canal qui offre la possibilité aux abonnés de payer les créances dues et autres factures dans les différentes agences postales et bancaires ainsi que dans les points de services de proximité de la Sonelgaz créés dans différents quartiers urbanisés de la wilaya de Ghardaïa. Dans une optique d'optimisation, les services de recouvrement de la société ont entamé des négociations à l'amiable avec des abonnés, qui s'avèrent la meilleure option pour recouvrer des créances impayées, a-t-on expliqué à la Sonelgaz. Cette solution est moins longue et moins coûteuse qu'une procédure judiciaire, tout en présentant l'avantage de préserver la relation commerciale, ont souligné les chargés de recouvrement. En plus de ces créances, la direction de distri-



bution de Ghardaïa a déploré également des déperditions sur le réseau d'électricité et sur celui du gaz naturel, sachant que la longueur du réseau électrique est de 5 829 km linéaires et celui du gaz naturel de 1.653 km. Un investissement de plus de 200 millions DA a été concrétisé par la direction SDC-Ghardaïa

durant l'année 2017, avec essentiellement la réalisation de plus de 52 km linéaires de renforcement du réseau électrique avec la mise en service de 12 postes transformateurs. Quelques 1.469 branchements au réseau de gaz naturel ont été effectués durant l'année 2017 et la réalisation de 36,1 km de réseau de gaz selon

les chiffres énoncés dans le communiqué. La wilaya de Ghardaïa totalise 131 129 abonnés au réseau d'électricité et 76 750 raccordements au réseau de gaz naturel, soit des taux d'électrification de 98,76% et de pénétration de gaz naturel de 74,66%, selon la même source.

L. B./APS

Oran L'Ansej financera 900 projets de création d'entreprises en 2018

L'AGENCE nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) financera cette année plus de 900 projets de création d'entreprises à Oran, a-t-on appris de l'antenne locale de cet organisme. Cette année, l'Agence financera 900 projets de création d'entreprises contre 110 financés l'exercice écoulé, a précisé le responsable de communication de l'Antenne d'Oran, Brahim Bessaï. En 2017, ce sont 105 micro-entreprises qui ont vu le jour et versées dans différents secteurs tels les services, l'industrie et le bâtiment, entre autres. Elles ont permis la création de plus de 375 emplois, a fait savoir le même responsable. D'autre part, pour cette année, l'Ansej va élargir son champ de financement pour inclure les jeunes issus de la communauté nationale résidant à l'étranger désireux d'investir dans la création d'entreprises. Selon le même responsable, ces jeunes issus de la communauté nationale établie à l'étranger pourront créer des micro-entreprises en Algérie et bénéficier des dispositifs d'appui à la création d'activités et ce, dans le cadre des mesures prises par le gouvernement pour encourager cette communauté à participer au développement de l'économie nationale. Par ailleurs, l'Ansej développera, cette année, un service électronique pour permettre porteurs de projets de s'inscrire en ligne et de suivre leur dossier.

R.R.

Béchar

Un comité d'experts du ministère de l'Agriculture entame une mission d'évaluation

Un comité d'experts et cadres du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a entamé une mission d'évaluation des réalisations, lacunes et moyens à mettre en œuvre pour la relance et le développement du secteur agricole dans la wilaya de Béchar, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce comité est composé de représentants des directions centrales du ministère et des différents centres et structures de développement agricole et de formation dans les activités agricoles, des forêts, de l'Office national des terres agricoles (ONTA), du haut-commissariat au développement des zones steppiques ainsi que ceux de la Pêche. Il aura comme tâche aussi de faire le diagnostic de la situation du périmètre irrigué de la plaine d'Abadla (5 400 ha) en butte à différentes contraintes qui freinent son développement, malgré l'existence de ressources hydriques destinées à son irrigation, a-t-on précisé. La venue de ce comité, dont les membres auront plusieurs rencontres avec les intervenants dans le secteur et les représentants des différentes associa-

tions d'agriculteurs au niveau des périmètres de mise en valeur des terres sahariennes, intervient suite à une décision prise par le ministre du secteur, lors de sa récente visite de travail dans la wilaya, a-t-on signalé. Outre cette plaine ou activent 1 460 agriculteurs, la wilaya enregistre une superficie globale de 49 016 ha, attribuée au titre de la mise en valeur des terres sahariennes, ainsi que 37 concessions agricoles réparties à travers 9 423 ha, dont 3 710 ha déjà attribués à 546 promoteurs agricoles ayant émis le vœu d'investir dans différentes filières agricoles, selon la direction locale des services agricoles (DSA). Actuellement, l'on compte une superficie globale de 13 918 ha dédiée à la phoeniciculture, avec une production annuelle de 269 489 quintaux et 3 096 ha destinés à la filière oléicole en voie de développement. La richesse animale estimée à 208 344 têtes d'ovins, 1 711 bovins, 31 907 têtes de camélidés et 64 510 caprins, ainsi que 120 établissements d'élevage avicole (597 000 poules), selon la DSA. Le secteur agricole doit se développer davantage et exploiter l'en-

semble des ressources de la wilaya pour se hisser au rang de véritable catalyseur économique, à travers l'assainissement de l'ensemble des situations et contraintes entravant son développement, malgré les investissements publics consentis ces 15 dernières années et estimés à plus de 800 milliards DA, estimant des représentants d'associations locales d'agriculteurs.

Ces derniers espèrent que la mission de ce comité d'experts permettra de dégager des solutions durables pour le développement de ce secteur porteur. Actuellement, seul le secteur de la Pêche continue à donner des satisfactions, grâce à l'essor qu'il a connu ces quatre dernières années à travers la concrétisation de plusieurs programmes et projets, ce qui a permis en 2017, à titre illustratif, de produire 203,7 tonnes de poisson d'eau douce de plusieurs espèces, expliquent-ils. Le secteur est en train de développer l'exportation de ce type de poisson vers des pays étrangers, à l'instar de la Tunisie, a-t-on fait savoir.

Hocine A.

Nâama

Réception de quatre structures touristiques avant fin 2018

Le parc hôtelier de la wilaya de Nâama sera renforcé par quatre établissements totalisant 111 lits avant la fin de l'année en cours 2018, a-t-on appris de la direction locale du Tourisme et l'Artisanat.

Les projets d'infrastructures touristiques en cours de réalisation, initiés par des opérateurs privés, sont localisés dans les communes de Mécheria et Ain Sefra, a indiqué le chargé de

gestion des affaires administratives et financières, Tayeb Zaidi. Ils représentent un investissement global de 173 millions DA et enregistrent des taux d'avancement appréciables de leurs travaux, a-t-il précisé.

Par ailleurs, la direction locale du Tourisme a enregistré 19 projets d'investissement privés à travers la wilaya. Les opérateurs concernés ont reçu des actes de concession du foncier touris-

tique sur une surface globale de 232 000 m², en vue de réaliser des hôtels, des résidences, des centres touristiques offrant une capacité d'accueil totale de 824 lits.

Le taux d'avancement des travaux de ces projets varie entre 5 et 50%, a-t-on précisé de même source, soulignant que certains promoteurs n'ont pas lancé encore les travaux. La commission de wilaya chargée du suivi

et des facilitations en matière d'investissements touristiques a adressé des mises en demeure aux retardataires les sommant de lancer leurs projets touristiques avant le recours aux procédures d'annulation des actes de concession. La wilaya de Nâama dispose actuellement de quatre hôtels non classés pour une capacité totale de 260 lits, a-t-on rappelé.

T. K.

Corruption au Guatemala

Arrestation de l'ex-président Colom et neuf ministres de son gouvernement

■ L'ex-président du Guatemala Alvaro Colom (2008-2012) a été arrêté mardi, ainsi que neuf ministres de son gouvernement, dans le cadre d'un «scandale de corruption» touchant le réseau de transports publics de la capitale, a annoncé le parquet.

Par Lyes B.

L'ancien chef d'Etat de 66 ans a été interpellé à son domicile, dans un quartier aisé de l'est de la capitale Guatemala, a confirmé le chef du parquet spécial contre l'impunité (FECI), Juan Francisco Sandoval. M. Colom, qui avait été le premier président social-démocrate du pays depuis Jacobo Arbenz (1951-1954), est accusé de fraude et détournement de fonds dans l'achat en 2009 de plusieurs centaines d'autobus, destiné à différents quartiers de la ville. La même année, le parti au pouvoir, Union nationale de l'espoir (UNE), avait déposé une proposition de loi au Parlement pour exonérer d'impôts l'achat de nouveaux auto-

bus. Selon l'accusation, la facture des bus de la capitale, pour lesquels quatre entreprises avaient été choisies par appel d'offres afin d'assurer le service de transport public pendant 25 ans, avait été gonflée. Alvaro Colom est le deuxième ex-président arrêté pour corruption, après son successeur à la tête du pays, Otto Pérez (2012-2015), arrêté en 2015 après un scandale de détournement de fonds au sein des douanes. L'actuel président, Jimmy Morales, a quant à lui été soupçonné de financement illégal de sa campagne, mais reste protégé par son immunité, que le Parlement a refusé de lever. Neuf des 13 membres du gouvernement Colom, qui avaient signé l'accord sur les transports publics de la capitale, ont été également



arrêtés, dont ceux qui étaient en charge des Finances, de l'Education, de la Défense, du Travail et de la Santé. L. B.

Nigeria 22 lycéens tués dans un accident de bus

Vingt-deux lycéens ainsi que le chauffeur du bus dans lequel ils voyageaient ont été tués dans un accident de la route, dans le nord du Nigeria, a indiqué avant-hier un agent de la sécurité routière. Les élèves, venant du lycée de Bauchi, se rendaient dans la ville de Kano, dans l'extrême nord du pays, pour une excursion scolaire, lorsque leur chauffeur a perdu le contrôle du bus en voulant éviter un nid-de-poule, a expliqué à la presse Kabiru Daura, de l'agence de la sécurité routière locale (FRSC). «Vingt-deux lycéens sont morts, ainsi que leur chauffeur, et trois ont été grièvement blessés», a rapporté M. Daura, ajoutant que l'accident s'est déroulé à 50 km de Kano. «Le chauffeur a perdu le contrôle du véhicule et a percuté un camion». Les accidents de la route sont particulièrement fréquents au Nigeria, où les routes sont peu entretenues et les camions surchargés.

Fadia H.

Haïti

Incendie du marché historique de Port-au-Prince

Le plus célèbre marché de la capitale haïtienne a été ravagé par un incendie dans la nuit de lundi à avant-hier, détruisant les denrées de dizaines de marchandes de Port-au-Prince plongées aujourd'hui dans l'incertitude à cause de l'absence de système d'assurance.

Pompiers professionnels et simples citoyens travaillaient encore, à la mi-journée avant-hier, à l'extinction de l'incendie qui a totalement consumé l'une des deux halles du Marché en Fer. Regroupées sur la cour du marché, les commerçantes qui ont tout perdu s'inquiétaient pour leur avenir. «Je venais de refaire mon stock, 10 marmites de djondjon (variété de champignons haïtiens) mais tout a brûlé», raconte Jacqueline Innocent qui estime sa perte à une valeur d'environ 100 dollars américains. Les quanti-

tés et montants évoqués dans les conversations autour du marché incendié pouvaient paraître négligeables mais pour ces femmes qui travaillent sans aucune assurance et qui, pour la grande majorité, n'ont pas de compte bancaire sur lequel placer de l'épargne, l'incendie signe la perte de leur maigre fortune. «Sans aide pour relancer mon commerce, je vais mourir sur mes deux pieds parce que je n'avais rien d'autre et, à mon âge, je ne peux pas faire un autre travail», a assuré M^{me} Innocent, qui, à 75 ans, a passé toute sa vie à travailler au Marché en Fer. Devant les camions d'eau envoyés par des compagnies privées pour éteindre l'incendie, Marie-Yousselande Rémy ne parvenait pas à sécher ses larmes. «Le petit bénéfice que je faisais ici au marché me permettait de payer l'université de mon fils aîné en République

dominicaine. Aujourd'hui que vais-je lui dire? D'arrêter ses études et de rentrer ici pour finir sans travail comme moi?» s'interrogeait cette quinquagénaire. Selon les riverains, l'incendie a débuté vers 02h00 du matin, depuis un tas d'ordures accumulés sur un terrain vague jouxtant l'édifice historique. Construit à la fin du 19^e siècle, le Marché en Fer avait été une première fois ravagé par un incendie en 2008. Détruit par le séisme en 2010, sa reconstruction avait été financée par la compagnie de télécommunications Digicel, sous la supervision de l'Institut de sauvegarde du patrimoine national (ISPAN), organisme haïtien de protection des bâtiments historiques. L'investissement de 18 millions de dollars avait permis la reconstruction à l'identique du monument historique en moins d'un an.

Aida M.

Attentats du 13 novembre 2015/France

Une fausse victime arrêtée à Paris

Une quadragénaire qui s'était fait passer pour une victime des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, touchant 25 000 euros d'indemnisation, a été arrêtée mardi, a indiqué une source judiciaire. Cette femme de 48 ans, qui habite la banlieue parisienne et est depuis près d'un an une salariée de l'association de victimes Life for Paris, avait déjà été condamnée à trois reprises pour des faits d'escroquerie, selon la même source. Elle a reconnu les faits en garde à vue

et sera jugée mercredi (hier) en comparution immédiate, a déclaré le Parquet de Créteil (est de Paris). «Au total, elle a touché 25 000 euros» du Fonds de garantie des victimes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI), a précisé le Parquet. Selon le FGTI qui a l'intention de se porter partie civile, cette somme correspondait à «une provision sur l'indemnisation totale». La fausse victime travaillait pour l'association de victimes des attentats Life For Paris, d'abord en tant que

bénévole, puis qu'employée salariée depuis mars 2017. «Elle a fabriqué de faux documents à partir de documents de l'association grâce auxquels elle a pu obtenir des avantages réservés aux victimes des attentats», a aussi expliqué le Parquet. Le 13 novembre 2015, 130 personnes sont mortes et plusieurs centaines ont été blessées dans une série d'attentats à Paris et Saint-Denis. Au total, onze personnes ont été condamnées pour tentative d'escroquerie et deux pour

escroqueries entre le 21 novembre 2016 et le 1^{er} décembre 2017, précise le FGTI. En décembre, un homme qui s'était fait passer pour une victime du massacre de 2015 dans la salle de concerts du Bataclan à Paris, alors qu'il n'y était pas au moment de l'attaque, avait été condamné à six mois de prison ferme. Ce jeune ambulancier avait raconté avec force détails aux médias, ce qu'il disait avoir vécu au Bataclan dans la soirée du 13 novembre 2015, pendant l'attaque d'un commando terroriste qui avait fait 90 morts. Après l'attaque, Cédric Rey avait réclamé une indemnisation auprès du Fonds public de soutien aux victimes du terrorisme mais sa requête était restée sans suite, faute de preuves suffisantes.

Hamama N.

Danemark

Décès de Henrik de Danemark, mari de la reine Margrethe II

LE PRINCE Henrik de Danemark, époux d'origine française de la reine Margrethe qui avait été hospitalisé fin janvier, est décédé, a annoncé hier le palais royal. «Son altesse royale le prince Henrik est morte mardi 13 février à 23h18 au château de

Fredensborg», résidence royale située à une quarantaine de kilomètres au nord de la capitale danoise, selon le communiqué qui précise que le prince était entouré de sa femme et de leurs deux fils. Il avait 83 ans.

Lamia R.

Organisation internationale pour les migrants Moins d'arrivées de migrants et de réfugiés en 2018, mais davantage de décès en Méditerranée

L'ORGANISATION internationale pour les migrations (OIM), intégrée au système onusien en 2016, a rapporté mardi que 8 154 migrants et réfugiés sont entrés en Europe par la mer au cours des six premières semaines de 2018, soit une baisse significative par rapport aux 12 358 arrivées enregistrées pendant la même période, l'année dernière. Cependant, le nombre total de décès en Méditerranée en 2018 atteint 401, contre 261 à la même date l'an dernier. L'OIM a déclaré mardi qu'au cours des cinq derniers jours, onze migrants ont trouvé la mort lors de différents naufrages en Méditerranée occidentale. Quatre-vingt-six décès ont déjà été enregistrés en Méditerranée occidentale au cours des quarante-deux premiers jours de l'année, soit trois fois plus que l'année dernière sur ce même itinéraire, a expliqué l'organisation. Au plan mondial, le projet Migrants disparus (MMP) a enregistré 589 morts de migrants en 2018.

Cerine N.

Ambassadeur du Japon en Algérie

Nissan, Mitsubishi et Suzuki veulent investir en Algérie

Page animée par Ali Zidane

L'ambassadeur japonais en Algérie, Masaya Fujiwara, a fait part lundi à Blida, de l'intérêt que porte son pays aux opportunités d'investissement en Algérie au vu des grandes potentialités qu'elle recèle dans divers domaines. Dans une déclaration à l'APS, en marge de sa visite dans la wilaya à l'invitation de la Chambre locale de commerce et d'industrie, où il a rencontré plusieurs opérateurs économiques, l'ambassadeur japonais a précisé que le Japon et les investisseurs japonais «sont intéressés pour venir en Algérie et saisir les opportunités d'investissement offertes et d'établir un partenariat bilatéral dans plusieurs domaines, notamment l'industrie automobile», d'autant plus que l'Algérie est le 3^e ou 4^e partenaire économique du Japon en Afrique. M. Fujiwara a fait état de la disponibilité de son pays à coopérer avec des partenaires algériens et à ouvrir



un nouveau domaine de coopération, tel que le montage et l'assemblage de véhicules, en premier lieu, puis leur fabrication en Algérie, indiquant que son pays «avait, en effet, négocié avec les autorités algériennes un dossier de montage et d'assemblage de marques japonaises connues dans l'industrie automobile, telles que Nissan, Mitsubishi et Suzuki». Le diplomate nippon a relevé qu'outre l'industrie automobile, plusieurs perspectives pour l'investissement en Algérie existent et intéressent son pays,

telles que la technologie, la pétrochimie, l'électronique et la logistique, faisant part, par là même, de son souhait de voir définir et concrétiser ces projets au mieux des intérêts économiques des deux parties. Il a annoncé, à ce propos, la visite la semaine prochaine d'une délégation d'hommes d'affaires japonais en vue de prospecter le marché algérien et rechercher les opportunités d'investissement avec leurs homologues algériens. Qualifiant par ailleurs les relations entre les deux pays d'«historiques».

PH: > Ali Zidane/APS

Salon international de la sécurité et de la prévention routière

Le Géant Pirelli prend part



Pirelli sera présent au 1^{er} Salon international de la sécurité et de la prévention routière, du 13 au 15 février 2018 à la Safex, Pins Maritimes, Alger.

La marque italienne s'associe à l'événement en tant que partenaire de la prévention routière à travers un stand extérieur qui proposera un contrôle gratuit de la pression et de l'usure des pneumatiques à tous les visiteurs du Salon. Une façon ludique et concrète de sensibiliser le public à l'importance du pneumatique pour la sécurité de nos routes.

Mais les conseils ne s'arrêteront pas là, puisque la présence du manufacturier sera également présent à l'intérieur de la Safex dans le Pavillon Central, où Pirelli organisera tout au long du Salon, des ateliers d'information sur l'utilisation des pneumatiques, les critères de choix pour choisir un pneu adapté, et des astuces pour bien les entretenir et mieux les utiliser. Des ateliers qui s'adresseront aussi bien aux particuliers qu'aux professionnels avec un thème abordé sur le poids lourd.

Usine Peugeot Algérie

Iran Khodro fournira 30% des pièces automobiles



Le constructeur automobile français Peugeot-Citroën PSA Group vient de parachever un contrat de partenariat avec le principal constructeur automobile iranien, Iran Khodro (IKCO), pour se procurer 30% des pièces de rechange pour sa future usine d'assemblage d'Oran, a indiqué le site d'information iranien, PressTv. Selon Mohammad Reza Najafi-Manesh, membre du conseil d'administration de l'Iranian Auto Parts Manufacturers Association «le contrat en question signé entre les deux parties stipule que pas

moins de 30% des pièces nécessaires à la production dans l'usine Peugeot Citroën Production Algérie devraient provenir d'Iran». Par ailleurs, le même responsable a indiqué que «les fabricants iraniens de pièces automobiles participeront à la Foire commerciale internationale d'Equip Auto Algérie pour les pièces de rechange, l'équipement, les services et la maintenance des véhicules automobiles et industriels qui débutera le 28 février». Il est utile de rappeler que le mois dernier, le vice-président exécutif achats de PSA, Yannick Bézard, a invité Iran Khodro à s'installer en Algérie où Peugeot lance une unité de fabrication. Peugeot a signé une joint-venture d'environ 100 millions d'euros en novembre dernier pour produire

des voitures destinées au marché algérien, la ligne de production devrait être opérationnelle en 2019, les opérations locales commençant progressivement à partir de 2018. A titre de rappel, «l'usine Peugeot, qui sera installée à Oran, fabriquera son premier véhicule au cours de l'année prochaine. La capacité totale de cette usine sera de 75 000 unités/an à terme», a indiqué à l'APS le directeur du Groupe PSA, chargé de l'Afrique et du Moyen-Orient, Jean-Christophe Quémard. Le même responsable avait ajouté que le capital de la société est réparti selon la règle 51/49%, et ce, à hauteur de 20% pour l'Entreprise nationale de production de machines-outils Algérie-PMO Constantine, de 15,5% pour le Groupe privé Condor et de 15,5% pour un opérateur pharmaceutique algérien (Palpa Pro), pour la partie algérienne, et de 49% pour PSA, pour la partie française.

Groupe PSA

Une nouvelle génération de Ludospaces pour Peugeot, Citroën et Opel/Vauxhall



Précurseur et leader historique du segment du Ludospace en Europe, le Groupe PSA compte conforter son leadership en faisant entrer cette offre dans une nouvelle dimension avec les 3 modèles de nouvelle génération dans des territoires de marque très diffé-

rents. Cette offre correspond à un programme unique de développement, dont l'objectif est d'accroître l'efficacité des investissements et des ressources dédiées au développement d'un véhicule, pour répondre aux attentes et usages des clients.

Une nouvelle plate-forme inédite a été développée pour ces véhicules afin de renforcer leur position de référents du segment des Ludospaces, en termes d'efficacité, de maniabilité, de confort et de sécurité.

Développés sur la base de la plate-forme EMP2, ces nouveaux modèles accueillent les groupes moto propulseurs et équipements d'aide à la conduite de dernière génération. Cette nouvelle offre de véhicules propose aux clients du Ludospace l'offre la plus aboutie en matière

de prestation, avec une habitabilité, une modularité et un volume de coffre au meilleur niveau du marché. Afin de couvrir tous les usages des clients de Ludospace, ils seront proposés en deux longueurs, chacune disponible en 5 et 7 places.

Le design extérieur de ces nouveaux Ludospaces se caractérise par une silhouette aux proportions équilibrées et dynamiques grâce à un capot haut et court, qui apporte modernité, compacité, robustesse et sécurité, tout en intégrant les codes stylistiques propres à chacune des marques. Chaque véhicule se distingue également par un style intérieur qui se situe dans l'univers de chaque marque. Ces nouveaux modèles seront présentés dans les jours qui viennent par chacune des Marques. Les modèles des quatre marques seront produits sur les sites de Vigo (Espagne) et de Mangualde (Portugal). Afin de répondre aux ambitions commerciales de cette nouvelle offre, une quatrième équipe à Vigo et une troisième à Mangualde seront créées dans les prochains mois.

DACIA

Déjà un million de véhicules vendus en France



La marque Dacia continue d'écrire son histoire à succès en immatriculant son millionième véhicule en France depuis son lancement, devenant ainsi un acteur incontournable du marché. Moins de treize années après l'arrivée de la marque en France, Dacia passe la barre du million de véhicules vendus. 2017 a été une nouvelle année record avec 119 357 immatriculations VP + VU (+ 6,5 %), Dacia occupant ainsi la 5^e place du marché automobile. Pour la première fois de son histoire, la marque a même pris la 3^e place des ventes à clients particuliers en France. Sandero, son best-seller, est toujours la voiture préférée des Français* pour la deuxième année consécutive.

Depuis son lancement en juin 2005, avec Logan, la marque Dacia a considérablement élargi sa gamme sans jamais déroger à ses principes fondamentaux : faciliter l'accès au véhicule neuf grâce à des véhicules attractifs, de qualité, fiables et au juste prix. Celle-ci compte aujourd'hui 6 modèles avec Sandero, Logan et Logan MCV restylés fin 2016, Dokker, Lodgy, la familiale 7 places la plus abordable du marché sans oublier l'icône Duster. Lancé en 2010, Duster s'impose d'entrée comme une référence du segment des SUV, sans réel concurrent en termes de rapport prix - prestations. Nouveau Duster - authentique SUV au design moderne, attractif, robuste et entièrement redessiné - lancé début 2018 s'avère d'ores et déjà prometteur.



Israël/Corruption

Netanyahu balaie les appels à la démission malgré la menace d'inculpation

■ Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a affirmé hier sa détermination à rester en poste, malgré la menace d'une inculpation pour corruption remettant en question son avenir après presque 12 ans de pouvoir.

Par Rosa C.

M. Netanyahu a balayé les appels à la démission lancés par l'opposition après la publication, mardi soir, des conclusions sévères de deux enquêtes policières préconisant son inculpation pour corruption, fraude et abus de confiance. «Je peux vous rassurer: la coalition est stable et ni moi ni personne n'avons de projet d'élections (anticipées). Nous allons continuer à travailler ensemble pour le bien de nos citoyens israéliens jusqu'à la fin du mandat», prévue en 2019, a dit M. Netanyahu dans un discours à Tel-Aviv. Les recommandations de la police ont déchaîné

les conjectures sur le sort d'un homme réputé pour son instinct de survie. Le quotidien «Yediot Aharonot», hostile à M. Netanyahu, parle de «début de la fin». Mais les responsables israéliens et les dirigeants internationaux risquent de traiter encore un certain temps avec une personnalité apparemment sans rival dans son pays, interlocuteur de longue date des plus grands à l'étranger. M. Netanyahu proclame son innocence, n'a aucune intention de se démettre et n'est pas tenu légalement de le faire. La décision de l'inculper appartient au procureur général Avichai Mandelblit, un ancien collaborateur de M. Netanyahu qui s'est, à l'occasion, opposé

au gouvernement. M. Mandelblit n'est pas lié par les préconisations de la police et l'expérience montre qu'une telle décision risque de prendre des mois. Même inculpé, M. Netanyahu ne sera pas forcé de se retirer.

La coalition sur laquelle repose le gouvernement considéré comme le plus à droite de l'histoire d'Israël n'a donné jusqu' alors aucun signe de se fissurer.

Le ministre de l'Éducation, Naftali Bennett, à la tête du Foyer juif, composante essentielle de la majorité, a estimé que l'attitude éthique du Premier ministre n'avait pas été «à la hauteur». Mais «le Premier ministre reste présumé innocent. C'est pourquoi j'ai décidé d'attendre la décision du procureur général», a-t-il ajouté. Après des mois d'enquêtes dans lesquelles M. Netanyahu a été interrogé à sept reprises, la police a indiqué avoir réuni suffisamment de preuves pour son inculpation dans deux dossiers. Dans le premier, M. Netanyahu mais aussi des membres de sa famille sont soupçonnés d'avoir reçu entre 2007 et 2016 de la part de deux riches personnalités – James Packer, milliardaire australien, et Arnon Milchan, producteur israélien à Hollywood – pour un million de shekels (environ 230 000 euros) de cigares de luxe, bouteilles de champagne et bijoux. En retour, M. Netanyahu aurait tenté de faire passer une loi fiscale qui aurait rapporté des sommes considérables à M.



PH > D. K.

Milchan ou de lui obtenir un visa aux États-Unis. Dans la deuxième affaire, M. Netanyahu est suspecté d'avoir essayé de conclure un accord avec le propriétaire du «Yediot Aharonot» pour une couverture favorable de la part de ce journal, le plus grand quotidien israélien payant. Le rapport de la police est «aussi plein de trous qu'un fromage suisse», a asséné M. Netanyahu hier. Les proches de M. Netanyahu vilipendent une tentative de «putsch» de ses adversaires frustrés de ne pouvoir l'emporter dans les urnes. Les adversaires en question réfutent l'argument des petits cadeaux entre vieux amis. Pour eux, les deux affaires ne sont que la «par-

tie immergée de l'iceberg», une corruption systématisée et des échanges de faveurs auxquels MM. Milchan et Packer ne seraient pas les seuls à avoir contribué. «Sans équivoque possible, le Premier ministre doit démissionner», a répété hier le leader du parti travailliste (opposition) Avi Gabbay. «Il est indigne de rester Premier ministre».

M. Netanyahu a indiqué lui-même mardi soir qu'il avait fait l'objet ces dernières années d'une quinzaine d'enquêtes plus ou moins avancées, et qu'il n'en était jamais rien sorti.

Dans certains cas, la police a recommandé son inculpation, sans que cela soit suivi d'effet.

R. C.



Points chauds

Appellation

Par Fouzia Mahmoudi

Les deux années précédant les élections présidentielles françaises, Marine Le Pen était sur un nuage. Les sondages lui donnaient des scores qui faisaient pâlir tous ses adversaires et l'avaient donné pendant une longue période gagnante au premier tour du scrutin. Une frange de ses supporters s'étaient même pris à envisager l'impossible, une victoire de l'extrême droite à la présidentielle. Mais l'arrivée d'Emmanuel Macron dans la course à l'Élysée a perturbé les plans de la candidate frontiste qui avait misé sur une rapide défaite de la gauche, représentée par un François Hollande honni, et un duel au second tour avec le candidat de droite. Marine Le Pen s'est ainsi retrouvée face à un candidat omni auquel elle ne s'était visiblement pas préparée. La période cauchemardesque de l'entre-deux-tours, ponctué par un désastreux débat, finira pas ruiner l'image de conquérante qu'avait mis tant de temps à bâtir la présidente du Front national. Aujourd'hui, bousculée par une partie du FN et de son électorat, Marine Le Pen cherche des solutions à son problème d'image et de crédibilité. Après avoir sans ménagement poussé à la porte son numéro deux, Florian Philippot, à qui elle a tenté tant bien que mal de faire porter le chapeau de son échec, la dirigeante veut transformer le FN et en faire un parti politique pour lequel les Français n'auraient pas peur de voter. Et l'un des moyens, selon elle, d'y arriver serait de changer de nom. Ainsi, Le Pen fille s'efforce depuis plusieurs mois de convaincre ses ouailles de la viabilité de son «plan», malheureusement pour elle avec un succès limité. Et c'est surtout pour les «anciens» que le changement de nom ne passe pas. Les encartés du parti depuis quinze, vingt ans et plus sont ceux qui adhèrent le moins à l'initiative de leur présidente, qui assure pourtant qu'elle ne veut rien imposer et que se seront les militants qui seront au cœur de toute prise de décision. Mais Marine Le Pen ne lâche rien et semble obsédée par la refondation du parti qui ne peut aboutir qu'en changeant d'abord d'appellation. Devant les militants du Puy-de-Dôme, il y a quelques semaines, elle expliquait que «le premier compromis incontournable, c'est le changement de nom». Et son entourage de reprendre en écho. «On ne peut pas mener des stratégies en étant à cloche-pied, développe l'un de ses conseillers. On ne peut pas chercher l'ouverture, clôturer l'ère Jean-Marie Le Pen et garder le nom d'un groupuscule des années 1970.» Une nouvelle marque, pense-t-on au FN, faciliterait les alliances, surtout au niveau local. «Front national, c'est peut-être compliqué à vendre pour nos alliés, en interne», admet un cadre. Des alliances imaginaires pour le moment alors que le seul parti politique ayant jamais accepté une alliance avec le FN est le micromouvement Debout La France, dirigé par Nicolas Dupont-Aignan. Une alliance qui concrètement n'avait été d'aucune aide à Marine Le Pen à la présidentielle. Toutefois, cette dernière semble persuadée du bien-fondé de sa démarche et continue à batailler pour faire accepter ce changement que cela soit par les cadres de son parti que par les militants. Elle a ainsi quatre ans devant elle avec la prochaine présidentielle pour préparer son mouvement et surtout au-delà de sa nomenclature, elle devra surtout convaincre les Français qu'elle est une option viable pour diriger la France.

F. M.

Irak

La communauté internationale promet des milliards de dollars pour la reconstruction

La communauté internationale promet des milliards de dollars pour reconstruire l'Irak. Les alliés de l'Irak se sont engagés hier à débloquer des milliards de dollars en prêts et investissements pour aider à reconstruire le pays, après trois ans d'une guerre dévastatrice contre le groupe État islamique (EI). Au troisième et dernier jour de la conférence internationale sur la reconstruction de l'Irak à Koweït, les promesses d'aides atteignent près de 25 milliards de dollars. Bagdad attend beaucoup de la communauté internationale pour faire face à ce chantier titanesque, évalué à 88 milliards de dollars. Meurtri depuis des décennies par les guerres à répétition et un long embargo, l'Irak a proclamé en décembre la «victoire» sur l'EI, qui s'était emparé d'un tiers du pays à partir de 2014. Mais la menace d'attentats n'a pas pour autant disparu, des milliers d'infrastructures sont détruites et 2,5 millions de personnes déplacées. Hier, le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a appelé la

communauté internationale à «soutenir les efforts» de reconstruction de l'Irak. «Le monde entier vous est redevable pour votre lutte contre la menace mondiale que représente Daech (un acronyme en arabe de l'EI)», a lancé M. Guterres. «Il est temps d'exprimer notre gratitude et notre solidarité avec le peuple irakien». La plupart de l'aide promise jusqu'à présent provient de la Grande-Bretagne (1 milliard de dollars par an de crédits à l'export sur 10 ans) et de la Turquie (5 milliards de dollars), des contributions qui se divisent en prêts et en investissements. De son côté, la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne Federica Mogherini a annoncé un soutien de 400 millions de dollars à des projets humanitaires et de développement. Attendue également, la directrice générale de l'Unesco Audrey Azoulay devrait mettre l'accent sur l'importance de l'éducation d'urgence et de la protection du patrimoine irakien, endommagé par les combats acharnés contre l'organisation jihadiste. Mardi, le ministre français

des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian avait réaffirmé la participation de la France à la reconstruction. Outre un prêt de 430 millions d'euros accordé à Bagdad en 2017, Paris va financer des projets dans le secteur de l'eau, de l'énergie et de la restauration des filières agricoles via l'Agence française de développement. Avant de donner la parole aux gouvernements et aux institutions internationales, la conférence de Koweït a mis en avant les ONG et le secteur privé. Plus de 200 projets ont été présentés, visant par exemple la construction de raffineries de pétrole et de centrales électriques, la réhabilitation d'aéroports, ou encore de chemins de fer et de routes. Pour les inciter à s'engager, les responsables irakiens ont présenté des garanties juridiques aux 2 000 représentants d'entreprises internationales, sollicités pour rebâtir les dizaines de milliers d'habitations, écoles, infrastructures ou hôpitaux détruits par des années de combats.



Journées théâtrales maghrébines d'Annaba

Le monologue tunisien «Selfie» reçoit un bon accueil du public

■ Sur un ton humoristique, l'interprète de ce monologue, Azzouz Ikram, a réussi à captiver le public en «surfant» pendant une heure sur les tracas quotidiens des jeunes en bute aux problèmes de la pauvreté, de la marginalisation et des horizons sombres.



Par Adéla S.

Le monologue «Selfie», produit par la société El Maraya de production et de diffusion artistique de Tunisie, a reçu mardi un bon accueil du public lors de sa présentation au théâtre régional d'Annaba dans le cadre des Journées théâtrales maghrébines. Sur un ton humoristique, l'interprète de ce monologue, Azzouz Ikram, a réussi à captiver le public en «surfant» près d'une heure sur les tracas quotidiens des jeunes en bute aux problèmes de la pauvreté, de la marginalisation et des horizons sombres. Usant de mots crus et directs, le personnage central est un agent d'entretien qui

raconte ses difficultés quotidiennes liées à la pauvreté, mais surtout aux comportements malveillants des gens et leur regard méprisant à son encontre. La présentation de cette œuvre, produite en 2015 et mise en scène par Tahar Aïssa Benlarbi, a été suivie par le spectacle du duo annabi Bibo et Saïd. Ces journées théâtrales se poursuivront par la présentation de la pièce «El Atab» du théâtre régional de Batna, «Ghabetli» de Nabil Rahmani (Annaba) et «Hakikat El-Kadhib» du théâtre régional de Skikda.

Les Journées théâtrales maghrébines sont organisées par le théâtre régional d'Annaba et la direction de la culture de la wilaya. A. S./APS

Ecole polytechnique Maurice-Audin

La culture oranaise à l'honneur

Le Festival de la culture oranaise, organisé mardi à l'Ecole nationale polytechniques Maurice-Audin d'Oran, constitue un espace aux étudiants pour découvrir le patrimoine historique, culturel et archéologique de la capitale de l'ouest du pays. Cette manifestation vise à

mettre en valeur des volets culturels et historiques du patrimoine oranais, a souligné un des organisateurs, en marge de l'ouverture de ce festival organisé par les étudiants du groupe Crétivium.

Cette initiative permet aux 900 étudiants internes de l'Enpo,

originaux de différentes wilayas du pays de découvrir la ville d'Oran à travers son histoire, son patrimoine et son art, a souligné Oussama Zahi.

Des expositions de photos d'artistes, des contributions littéraires, ainsi que des affiches de l'annexe d'Oran de l'Office national de gestion et d'exploitation

des biens culturels du musée Ahmed-Zabana et de la direction locale de la culture, mettent en relief les sites et monuments de la ville d'Oran à travers les âges.

Les visiteurs ont également découvert des plats, des gâteaux et des costumes tradi-

tionnels d'Oran, outre des jeux traditionnels très répandus chez les jeunes d'El Bahia.

Des conférences sur l'histoire de la ville d'Oran, des récitals de musique oranaise et des représentations théâtrales figurent au programme de la manifestation.

Le groupe Crétivium a organisé plusieurs activités, dont deux rencontres sur le tri sélectif et l'entrepreneuriat, ainsi qu'une campagne de don du sang. Il propose chaque quinzaine un débat traitant de divers sujets.

Tahira C.

Skikda/Maison de la culture Mohamed-Seradj

4^e édition du concours «Farès El kaouafi»

La Maison de la culture Mohamed-Seradj de la ville de Skikda a lancé la 4^e édition du concours de poésie «Farès El kaouafi» et ce, après le succès enregistré par les précédentes éditions, a-t-on appris mardi du directeur de cet établissement culturel, Zidane Maghlaoui. Cette compétition, dont la 4^e édition est placée sous le slogan «Aklem tatroz bil harf sihr El jamal» (Des crayons brodent par lettre la magie de la beauté) se déroulera en trois étapes, a indiqué à l'APS le même responsable, précisant que la première,

prévue le 27 février en cours, est consacrée aux qualifications du 1^{er} tour.

Les qualifications du second tour auront lieu le 10 mars prochain, alors que la dernière étape, réservée à l'annonce des lauréats, est fixée pour le 19 du même mois.

M. Maghlaoui a également souligné que le but de ce concours, dont la dernière échéance pour recevoir les candidats est fixée pour le 24 février, est de découvrir les talents dans le domaine littéraire, en général, et poétique, en particulier, ainsi

que faire connaître le travail des créateurs dans le domaine de la littérature.

Autre objectif escompté par cette compétition, «c'est d'offrir une opportunité aux créateurs de valoriser, développer leurs talents et les motiver afin d'être plus créatifs en vue de contribuer au développement des tendances littéraires des jeunes et en prendre soin à l'avenir, en sus d'établir des passerelles pour communiquer et promouvoir la poésie en langue arabe», a-t-il dit. Ce concours sera ouvert aux poètes de la wilaya de Skikda,

âgés de moins de 30 ans, à condition que les poèmes des jeunes sélectionnés soient rédigés en langue arabe et de ne pas avoir remporté de prix auparavant, a-t-il précisé.

Cette manifestation, organisée par la maison de la culture Mohamed-Seradj, en coordination avec l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), la Radio nationale et la librairie «El Moutamaiz», sera encadrée par un jury composé de poètes et d'enseignants universitaires, a ajouté Zidane Maghlaoui. Racim C.

Constantine

Ouverture aujourd'hui de la 10^e édition du Salon «la main d'or»

Le palais de la culture Mohamed-Laid-Al-Khalifa de Constantine abritera, à partir d'aujourd'hui, la 10^e édition du Salon national «la main d'or» qui sera organisé sous le slogan «Notre patrimoine, âme du passé et battement du futur», a révélé, mardi, Nafissa Benabbès, chef de service de la promotion auprès de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers.

Cette manifestation, devenue une tradition bien ancrée à Constantine, sera marquée par la participation de 35 artisans des wilayas de Ouargla, Annaba, M'sila, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bordj Bou-Arréridj, Batna, Alger, Tindouf, Adrar et Constantine, a préci-

sé la même responsable à l'APS.

Organisé à l'initiative de la direction locale de la culture et l'association «El Baha» des arts et cultures populaires, ce salon vise l'encouragement de l'activité culturelle dans la ville du Vieux Rocher, la constitution d'un mouvement culturel à la hauteur de cette ville millénaire et l'ouverture d'un espace adéquat pour les artisans afin de relancer l'esprit de la compétition loyale, a souligné la même responsable.

La nouvelle édition de ce salon devant s'étaler sur environ 2 semaines, comprendra des expositions dans divers domaines artistiques à l'instar de la sculpture sur bois, l'art

culinaire et la photographie, entre autres, a fait savoir la même responsable, ajoutant que des conférences sur le patrimoine et la musique malouf sont également au menu de cette manifestation.

Des concours dans diverses spécialités artisanales (pâtisserie traditionnelle, habit traditionnel, calligraphie...) ponctueront cette manifestation, a encore ajouté la même source qui a annoncé la création du prix du meilleur habit traditionnel amazigh dont la remise des prix aura lieu lors de la clôture du salon.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Institut Cervantès d'Alger

Jusqu'au 28 février 2018 :

Jusqu'au 28 février, découvrez «Artisans de La Casbah» à l'Institut Cervantès d'Alger, sis 9 Khelifa Boukhalifa Alger, à 18h, une exposition vente qui réunira une dizaine d'artistes et artisans dans les différents métiers qui ont fait la réputation du lieu mythique, cœur battant de la capitale algérienne.

Seen Art Gallery (156,

Lotissement El-Bina, Dély

Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 25 février :

Exposition intitulée «Hope in darkness» de l'artiste Hacem Drici.

Salle El-Mouggar (Alger)

Samedi 10 mars à 19h30 :

Concert de Marc Lavoine.

L'entrée est sur réservation (2 places maximum) à l'adresse : chansonfrancaisemarclavoine2018.alger@if-algerie.com

Musée public national d'art moderne & contemporain d'Alger

Jusqu'au 5 mars :

1^{er} Salon du dessin d'Alger inti-



Rabah Saâdane
«Il n'y avait pas volonté de relancer la formation»

LE FOOTBALL algérien s'est installé dans le court terme, sans vouloir en sortir, a affirmé le directeur technique national Rabah Saâdane dans une interview à *Jeune Afrique* publiée mardi, déplorant la négligence de la formation des jeunes joueurs. «Parce qu'il y a une vision à court terme, le football algérien s'est installé dans ces habitudes, sans vraie volonté d'en sortir», a-t-il dit au sujet d'un «désintérêt progressif» dans cette discipline très populaire, faisant constater qu'aujourd'hui, «on veut des résultats immédiats». «Prenez les clubs professionnels : tout l'argent est consacré à l'équipe A. On va chercher des joueurs dans des pays africains, à qui on offre de très gros salaires. On va chercher des entraîneurs étrangers, souvent européens, à qui on offre aussi de bons salaires», a-t-il expliqué, regrettant qu'il n'y a «plus d'argent pour le reste», en raison de l'explosion de la masse salariale des joueurs algériens. Evoquant la formation, l'ancien sélectionneur des Verts a indiqué que depuis les années 1970 et 1980, durant lesquelles le fonctionnement du football algérien, soutenu à l'époque par des entreprises nationales, «était professionnel, structuré», «il n'y a pas eu de volonté de relancer vraiment la politique de formation, pourtant essentielle pour le football d'un pays». «Si rien n'est fait à la base, a-t-il dit, on ne peut pas bâtir à long terme», prenant en exemple la formation dans des pays comme la France, l'Espagne, la Tunisie, le Ghana ou le Nigeria. A propos du renforcement de

l'équipe nationale par les joueurs algériens binationaux, Rabah Saâdane a estimé que c'est une «très bonne chose» que l'Algérie puisse compter sur des joueurs nés en France et qui ont profité de la formation française. «Ils ont rendu de grands services et nous avons besoin d'eux, maintenant et à l'avenir», a-t-il soutenu, soulignant que pendant des années «on a trop négligé le football local». «Or, l'Algérie est un vrai pays de football, avec des jeunes et un énorme potentiel. La formation des jeunes, mais aussi des entraîneurs, a été négligée depuis au moins 10 ans. Il y avait une direction technique nationale (DTN), mais sans moyens. En 2009, alors que j'étais sélectionneur, j'avais souhaité reprendre en mains la DTN, ce qu'on m'avait refusé», a-t-il expliqué, relevant que la réalité est l'Algérie est «rarement» sur les compétitions continentales de jeunes, les CAN U17 ou U20. Pour lui, il faut mettre en place un «travail de fond» et une DTN «forte, bien structurée, avec des moyens», précisant qu'il faut travailler au niveau local, régional et national. «Il faut penser au futur. L'Algérie dispose d'un important réservoir de joueurs, mais il est mal exploité», a-t-il estimé, mettant en valeur la politique de formation engagée par la France dans les années 1970, qui lui a permis de récolter les fruits plus tard. «Nous avons pris beaucoup de retard. Le travail est immense, tout cela va prendre du temps. Tout le monde doit comprendre que nous ne pouvions plus continuer ainsi», a-t-il conclu.

Ministère de la Jeunesse et des Sports
Les fédérations de cyclisme et de lutte récompensées

LES FÉDÉRATIONS algériennes de cyclisme et de lutte ont bénéficié respectivement de 38,9 et 33 milliards de centimes pour le dernier mandat olympique, a révélé à Alger le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS), El Hadi Ould-Ali. «Le cyclisme a bénéficié d'une enveloppe de 38,9 milliards de centimes. Idem pour la lutte, qui

a bénéficié de 33 milliards de centimes», a annoncé le MJS en marge d'un déjeuner au complexe sportif Ahmed-Ghermoul d'Alger-Centre, organisé en l'honneur de différentes sélections algériennes de cyclisme et de lutte, ayant glané plusieurs médailles sur le plan continental dernièrement.

Coupe d'Algérie de football (réserves) tirage au sort
ASMO-MCO, le choc

LE DERBY de l'Ouest entre l'ASMA Oran et le MC Oran constituera l'affiche phare des quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football de la catégorie Réserves, selon le tirage au sort effectué ce mardi au siège de la Ligue de football professionnel (LFP). Il s'agit d'un remake de la finale de la précédente édition de Dame

Coupe, remportée par le MCO au stade Ahmed-Zabana sur le score de (3-0). Les matchs des quarts de finale se joueront les 2 et 3 mars prochains. La commission fédérale de la Coupe d'Algérie a également procédé au tirage au sort des demi-finales, dont la date des matchs sera communiquée ultérieurement.

Programme des quarts de finale :

- ASM Oran - MC Oran
- CR Belouizdad - JS Kabylie
- Paradou AC - ASO Chlef
- USM El-Harrach - USM Alger

Tirage au sort des demi-finales:

- Vainqueur (ASM Oran - MC Oran) - Vainqueur (Paradou AC - ASO Chlef)
- Vainqueur (USM El-Harrach - USM Alger) - Vainqueur (CR Belouizdad - JS Kabylie).

Ligue I Mobilis (20^e journée)
Le CSC risque gros, chaud derby à Alger

■ Le leader de la Ligue I Mobilis, le CS Constantine, risque gros lors de cette 20^e journée du championnat, lui qui se déplace à Alger pour en découdre avec le Mouloudia d'Alger dans le choc de la journée.

Par Mahfoud M.

Les Sanafirs savent ce qui les attend lors de cette confrontation très difficile, d'autant plus que le Doyen joue aussi la carte des premiers rôles cette saison. Ce sera très difficile pour les gars de l'Antique Cirta qui auront du mal à imposer leur jeu et dominer leur vis-à-vis, surtout qu'ils sont toujours sonnés par le semi-échec de la précédente journée face à l'USMH. Les coéquipiers du goléador Abid se donneront quand même à fond pour tenter une sortie de cette mini-crise. Le Mouloudia, lui, souhaite se refaire une santé après la dernière défaite en Ligue des champions d'Afrique au Congo. Les Vert et Rouge sont décidés à se reprendre au plus vite pour se réconcilier avec leurs fans qui attendent beaucoup de leur team. L'Entente de Sétif qui, a contrario, a bien entamé la compétition africaine, souhaite confirmer son réveil en affrontant le CR Belouizdad dans son antre du stade du 8-Mai 1945 de Sétif. Les gars de l'Aigle Noir restent déterminés à l'emporter quoi qu'il en



Les Constantinois décidés à réaliser un bon résultat

soit, surtout qu'il est temps pour eux d'améliorer leur classement et se rapprocher plus du trio de tête. Le derby algérois entre l'USM El Harrach et l'USM Alger sera celui des extrêmes entre une équipe qui lutte pour sa survie et une autre qui souhaite revenir dans la course au titre, n'empêche qu'il reste très disputé. Ainsi, les Harrachis qui avaient réussi à tenir en échec les Constantinois, souhaitent continuer sur cette lancée et ajouter encore trois autres points face à l'USMA. Toutefois, les Rouge et Noir ne l'entendent pas de cette oreille, eux qui ont hâte de revenir à leur forme habituelle et donc

enregistrer les trois points du succès. Le NA Hussein-Dey ne devrait pas trouver de peine à l'emporter face l'USM Blida et donc se rapprocher des premières places. Enfin, l'US Biskra fera tout son possible pour battre l'O Médéa à domicile, mais cela ne sera pas facile devant une équipe qui voyage bien. M. M.

- Le programme :**
Jeudi 15 février 2018 :
 USB-OM (16h)
 NAHD-USMB (17h)
 ESS-CRB (17h)
Vendredi 16 février 2018:
 USMH-USMA (16h)
 MCA-CSC (17h)

Ligue II Mobilis (20^e journée)

L'ASAM en danger, la JSMS veut en profiter

L'AS Aïn Mila sera en danger, lors de cette 20^e journée de la Ligue II Mobilis en se rendant à Alger où elle affrontera le RC Kouba. En danger de relégation, le Raed a besoin de points et se donnera donc à fond pour remporter ce match. Les Millis auront ainsi du mal à réussir un résultat probant lors de ce déplacement, même s'ils sont déterminés à réussir cette sortie pour garder leur position de leader. De son côté, le dauphin, la JSM Skikda, tentera de profiter d'un éventuel faux pas du leader pour revenir à sa hauteur. Les gars du Rusikada recevront le RC Rélizane et feront tout leur possible pour l'emporter et tenter de précéder l'actuel leader. Le

co-dauphin, le MO Béjaïa reçoit le CA Bordj Bou Arréridj, dans une rencontre au sommet entre deux formations qui nourrissent l'ambition d'accéder en Ligue I. Les gars de la ville des Hammadites savent ce qui les attend et se donneront à fond pour remporter les trois points à domicile. Toutefois, ils devront

faire très attention à cette équipe bordjienne qui reste accrocheuse à souhait et qui n'est pas facile à manier même à l'extérieur de ses bases. L'autre choc de la journée est ce match qui opposera respectivement, le sixième, l'ASO Chlef au cinquième, la JSM Béjaïa, soit deux formations qui ne lâchent pas le morceau et qui souhaitent aussi accéder en Ligue I. Logiquement, les Chélifiens partent avec les faveurs du pronostic, d'autant plus qu'ils seront soutenus par leurs fans qui se rendront en masse, mais même les Bougiotes restent décidés à revenir avec un résultat probant. M. M.

- Le programme :**
Vendredi 16 février 2018 à 15h :
 MOB-CABBA
 JSMS-RCR
 MCS-WAT
 ASMO-GCM
 MCEE-ABS
 ASAM-RCK
 ASO-JSMB
 CAB-CRBAF

Ligue des champions d'Asie (1^{re} journée-Gr-3)

Bounedjah porte Al Sadd face à Al Wasl

L'international algérien d'Al Sadd, Baghdad Bounedjah, auteur d'un doublé en fin de partie a offert les trois points de la victoire à son équipe en déplacement contre la formation émiratie d'Al Wasl 2-1, mardi en match comptant pour la première journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Asie de football, groupe 3. Menés au score sur une réalisation émirate de Fabio Virginio de Lima (26'), les Qataris ont attendu l'entrée en jeu de l'atta-

quant algérien à la 54^e minute pour renverser leur adversaire grâce à deux buts de Bounedjah à la 79^e et 90^e minutes. A la faveur de cette victoire sur le fil, Al Sadd prend la tête du groupe 3 avec 3 points tandis que l'équipe d'Al Wasl est lanterne rouge. Eloigné des terrains depuis deux mois à cause d'une fracture au niveau du tibia, le buteur avait effectué jeudi dernier un retour gagnant à la compétition en inscrivant l'un des deux buts de son équipe contre Al Rayyane (2-0)

dans le Clásico comptant pour la 16^e journée du championnat qatari de football (QNB). Incorporé par l'entraîneur Jesualdo Ferreira en seconde période à la place de son compatriote Hamroun Jugurtha, Bounedjah a réussi à inscrire le second but de la partie à la 79^e minute en reprenant victorieusement une balle qui a ricoché sur la transversale du portier adverse. C'était le 7^e but de l'Algérien cette saison en autant de rencontres en championnat.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Entretiens avec l'envoyé personnel
du SG de l'ONU pour le Sahara occidental

Messahel aujourd'hui à Berlin

LE MINISTRE des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, se rendra aujourd'hui à Berlin où il aura des entretiens avec Horst Kohler, Envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, dans le cadre du mandat confié à ce dernier par le Conseil de Sécurité de l'ONU, indique hier un communiqué du

ministère des Affaires étrangères. M. Kohler avait été reçu par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et s'était entretenu avec le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et le ministre des Affaires étrangères, lors de la tournée qu'il avait effectuée dans la région en octobre dernier, rappelle la même source. O. N.

Sûreté et sécurité industrielle et commerciale

Plus de 60 participants au premier salon international

PLUS de 60 exposants actives dans les domaines de la sécurité industrielle et commerciale et de la lutte contre les incendies prendront part au premier Salon international de la sûreté, de la sécurité et du feu (Secura) qui se tiendra du 27 février au 1er mars prochain au Palais des expositions (Safex-Alger).

Cette manifestation sera une occasion pour les professionnels de la sécurité industrielle et de lutte contre les incendies de découvrir les dernières nouveautés dans ce domaine, ont indiqué les organisateurs.

Les participants à ce salon auront l'opportunité d'exposer leurs produits et innovations dans ce domaine dont des équi-

pements de contrôle de sécurité, des moyens d'intervention pour contenir les cas d'urgence et les catastrophes, outre des appareils de sécurité sanitaire, de sécurité en milieu professionnel, de prévention et de la lutte contre les incendies ainsi que la sécurité cybernétique.

Le salon Secura verra la participation de plusieurs associations et institutions gouvernementales spécialisées dans le domaine de la sécurité et de la sûreté.

Des conférences sur la sécurité, la sûreté, la lutte contre les incendies et la sécurité cybernétique seront animées par des experts et spécialistes en marge de la manifestation.

Hafsa C.

Durant la période estivale

De Toulon, ASL Airlines France va desservir Alger et Oran

ASL AIRLINES France desservira, durant la période estivale, Alger et Oran au départ de l'aéroport Toulon-Hyères, a annoncé hier la compagnie, une filiale de ASL Aviation Holdings. Elle desservira Alger du 6 juillet au 14 septembre 2018 avec un vol hebdomadaire le vendredi à 8h00 et Oran du 2 juillet au 10 septembre 2018 avec un vol hebdomadaire le lundi à 12h00, a-t-on précisé.

Les vols retour vers Toulon s'effectueront d'Alger à 9h30 et d'Oran à 13h00. Selon la compagnie, les vols vers l'Algérie bénéficieront d'un tarif à partir de 71 euros l'aller simple (environ 9 800 dinars).

ASL Airlines France avait déjà annoncé en décembre dernier qu'elle a décidé de renforcer la desserte de sa ligne Paris/CDG (Roissy)-Alger, assurée à l'année, en la faisant passer sur toute la saison été à cinq fréquences hebdomadaires, du lundi au vendredi.

Pour sa ligne Paris-CDG (Roissy)-Chlef, elle sera reconduite, selon la compagnie, chaque lundi, pendant la période

de pointe de l'été, du mois de juillet au mois de septembre, indiquant qu'elle a mis en place une «offre tarifaire flexible» pour «répondre au plus près des besoins de déplacements de ses clients».

Son offre comporte des vols en aller simple, en aller-retour, avec ou sans bagages, modifiables ou non, remboursables ou non.

Les différentes options «peuvent se combiner entre elles» et les réservations ont été déjà ouvertes à partir du mois de janvier sur son site internet.

ASL Airlines France, rappelle-t-on, effectue des vols passagers pour les principaux tours opérateurs français et européens.

En novembre dernier, la compagnie française avait indiqué avoir signé un contrat avec Travelport, une entreprise technologique facilitant la vente, l'achat et la gestion des voyages, afin de renforcer sa présence sur les canaux de distribution, dont la destination Algérie.

L. M.

La Saint-Valentin se fête aussi en Algérie



Djalou@hotmail.com

Egypte

15 terroristes tués et 153 personnes arrêtées dont des étrangers

■ L'armée égyptienne a annoncé hier avoir tué 15 terroristes et arrêté un total de 153 personnes, dont des étrangers, lors d'une opération antiterroriste menée dans la région du Sinaï.

Par Inès B.

Ce chiffre porte à 53 le nombre de «terroristes» abattus dans le nord et le centre du Sinaï égyptien et à 679 suspects appréhendés après cinq jours d'une vaste opération «antiterroriste» baptisée Sinaï 2018 qui avait été lancée par l'armée égyptienne afin de «nettoyer» le Sinaï (nord-est), le Delta du Nil et

le désert occidental frontalier de la Libye. Le porte-parole des forces armées, Tamer el-Refai, avait indiqué mardi qu'un raid et un échange de tirs à Al-Arich, chef-lieu du Nord-Sinaï, ont abouti à «l'élimination d'une cellule terroriste très dangereuse composée de dix takfiristes». D'après les communiqués publiés par l'armée, un total de 679 suspects, dont des étrangers, ont été arrêtés depuis le

début de l'opération, le 9 février dernier. Fin novembre, le chef de l'Etat égyptien Abdel Fattah el-Sissi avait donné trois mois à son chef d'état-major et son ministre de l'Intérieur pour rétablir la sécurité et la stabilité au Sinaï. Cette injonction avait été lancée quelques jours après un attentat contre une mosquée dans le nord de la péninsule qui avait fait plus de 300 morts.

I. B.

Oran

Saisie de 6 tonnes de poulet provenant de l'abattage clandestin

PAS moins de 6 tonnes de poulet de chair provenant de l'abattage clandestin ont été saisies récemment par les services de contrôle de la direction du commerce d'Oran, a-t-on appris hier du directeur régional de cette institution. Ces saisies, représentant une valeur de 1,21 million DA, ont fait l'objet d'une destruction au niveau des décharges publiques de Hassi Bounif et d'El Ançor, a indiqué à l'APS Fayçal Ettayeb, assurant que les quantités

proviennent de l'abattage clandestin. Une quantité non négligeable de la production avicole transite par les circuits informels échappant ainsi à tout contrôle, a fait observer le même responsable. Le circuit de la filière avicole au niveau de la wilaya d'Oran compte trente structures agréées érigées en abattoirs de proximité qui respectent les normes sanitaires et réglementaires, a-t-on ajouté au niveau de l'inspection vétérinaire de la wilaya.

Fatah G./APS

Lutte antiterroriste à Médéa

Neuf casemates détruites

NEUF casemates pour terroristes, contenant un atelier de préparation d'explosifs et 16 mines de confection artisanale, ont été découvertes et détruites mardi à Médéa par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de recherche et de ratissage menée à Médéa (1^{er} Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 13 février 2018, neuf casemates pour terroristes contenant un atelier de préparation d'explosifs, 16

mines de confection artisanale, une plaque photovoltaïque, des vivres, des couvertures et divers objets», précise-t-on de même source. D'autre part, dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé à Oran et Tlemcen treize narcotrafiquants et saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à quatre quintaux et 71 kilogrammes, 6 véhicules, une motocyclette, ainsi qu'une somme d'argent liquide s'élevant à 420 000 DA».

T. B.